

CAMERA DEI DEPUTATI Doc. XII-ter N. 19

ASSEMBLEA DELL'UNIONE DELL'EUROPA OCCIDENTALE ASSEMBLEA INTERPARLAMENTARE EUROPEA DELLA SICUREZZA E DELLA DIFESA

55^a Sessione ordinaria
(Parigi, 2-4 dicembre 2008)

Raccomandazione n. 832 ⁽¹⁾

Sulle iniziative della Commissione Europea nell'ambito del Mercato europeo dei materiali di difesa – risposta al rapporto annuale del Consiglio ⁽²⁾

Trasmessa il 31 dicembre 2008

L'ASSEMBLÉE,

(i) Notant les initiatives prises par la Commission en 2007 sur l'organisation de certains marchés publics dans les domaines de la défense et de la sécurité d'une part et sur les transferts intracommunautaires de produits liés à la défense d'autre part;

⁽¹⁾ Adoptée par l'Assemblée le 3 décembre 2008, au cours de sa 3^{ème} séance plénière.

⁽²⁾ Exposé des motifs: voir rapport présenté au nom de la Commission technique et aérospatiale par M. Edward O'Hara, président et rapporteur (Royaume-Uni, Groupe socialiste), Document 2026.

(ii) Se félicitant que ces initiatives contribuent par leur impact positif à consolider et développer le Marché européen des équipements et des technologies de défense;

(iii) Considérant qu'il est nécessaire de mieux coordonner les initiatives de la Commission et celles de l'Agence européenne de défense dans le domaine du Marché européen des équipements et des technologies de sécurité et de défense;

(iv) Considérant qu'il est nécessaire d'ouvrir un débat sur l'article 296 du Traité instituant la Communauté eu-

ropéenne (TICE) pour préciser sa portée et ses limites, à la lumière des évolutions technologiques et capacitaires de sécurité et de défense et de l'évolution du rôle de l'Union européenne et des gouvernements en matière de sécurité et de défense au XXI^e siècle;

(v) Constatant que nombre de restrictions existant actuellement en matière d'achats d'équipements et de transferts de technologies de sécurité et de défense entre les Etats membres et entre les entreprises européennes du secteur sont contre-productives et déphasées par rapport aux objectifs de la PESD et à la mise en oeuvre à terme d'une politique européenne commune en matière de sécurité et de défense;

(vi) Considérant à ce titre que les Etats membres doivent chercher à harmoniser leurs législations dans ces domaines;

(vii) Considérant que les entreprises européennes de sécurité et de défense ont aussi un rôle important à jouer dans la recherche de solutions aux problèmes du secteur;

(viii) Considérant que les initiatives de la Commission visant la standardisation contribuent au renforcement et au développement de la base industrielle et technologique de sécurité et de défense européenne (BITSDE);

(ix) Considérant cependant que l'émergence d'une véritable BITSDE, autonome et compétitive, dépendra d'une coopération accrue entre les Etats, la Commission, les Etats-majors d'opérations nationales et européens et l'ensemble des entreprises européennes de la sécurité et de la défense;

(x) Considérant que l'Agence européenne de défense est le forum approprié pour mener ce type de coordination et de discussions, à condition notamment que les entreprises — ou leurs groupements représentatifs — soient aussi présentes au sein de son Comité directeur;

(xi) Constatant le besoin d'améliorer et d'accroître l'information et l'accès des petites et moyennes entreprises aux programmes européens d'équipements et de technologies de sécurité et de défense;

(xii) Constatant les aspects transatlantiques du Marché européen des équipements et des technologies de sécurité et de défense;

(xiii) Estimant que les conditions actuelles ne permettent pas une compétition libre et équilibrée entre les Etats-Unis et l'Europe dans ce domaine et que des mesures de protection du marché européen, symétriques à celles qui existent sur le marché américain, sont nécessaires pour préserver les intérêts des entreprises européennes;

(xiv) Considérant que la crise économique actuelle aura des incidences négatives sur le financement de projets et de programmes futurs d'équipements et de technologies de sécurité et de défense;

(xv) Soulignant le rôle important que peuvent jouer les parlements nationaux en ce qui concerne le Marché européen des équipements et des technologies de sécurité et de défense, notamment en votant les budgets de défense et le financement des programmes d'acquisition d'équipements de sécurité et de défense et en votant la transposition des directives de la Commission dans le droit national,

RECOMMANDE AU CONSEIL DE L'UNION DE L'EUROPE OCCIDENTALE ET AU CONSEIL DE L'UNION EUROPÉENNE

1. D'envisager l'ouverture d'un débat sur l'article 296 du Traité instituant la Communauté européenne afin d'adapter cet article à l'évolution des équipements et des technologies de sécurité et de défense et de le mettre en conformité avec l'objectif d'une sécurité et d'une défense européennes communes à terme;

2. De mettre en oeuvre les projets de directives de la Commission dès leur adoption par les instances européennes con-

cernées et leur transposition dans le droit national de chaque Etat membre;

3. D'envisager que l'Agence européenne de défense soit aussi chargée du suivi de l'application des directives en coordination avec la Commission;

4. De s'assurer que l'Agence européenne de défense soit dotée des moyens humains et budgétaires nécessaires, afin de jouer le rôle central d'impulsion en matière d'organisation du Marché européen des équipements de sécurité et de défense;

5. D'encourager la poursuite des consolidations et des regroupements entre les entreprises européennes de sécurité et de défense;

6. De veiller à ce que les investissements dans le domaine de la sécurité et de

la défense ne soient affectés que de manière marginale par les conséquences de la crise économique actuelle;

7. De garantir, à cette fin, que les entreprises du secteur puissent avoir accès à des lignes de crédit adaptées aux besoins dans le cadre des mesures gouvernementales d'aide aux entreprises du secteur bancaire et financier;

8. De prendre en compte les intérêts des petits et moyens pays, notamment en ce qui concerne le partage de la charge de travail relative aux projets et programmes menés en coopération européenne;

9. De maintenir l'Assemblée informée de l'évolution de la politique européenne en matière d'équipements de sécurité et de défense.

N. B. Traduzione non ufficialeRaccomandazione 832 ⁽¹⁾

Sulle iniziative della Commissione Europea nell'ambito del Mercato europeo dei materiali di difesa – risposta al rapporto annuale del Consiglio ⁽²⁾

L'ASSEMBLEA,

(i) Osservando le iniziative intraprese dalla Commissione nel 2007 sull'organizzazione determinati appalti pubblici nei settori della difesa e della sicurezza da un lato, e trasferimenti intracomunitari di prodotti nel settore della difesa, dall'altro;

(ii) Accogliendo con favore il positivo impatto registrato da tali iniziative al fine di consolidare e sviluppare il mercato europeo di equipaggiamenti e tecnologie di difesa;

(iii) Considerando la necessità di un maggiore coordinamento della Commissione e dell'Agenzia europea per la difesa nell'intraprendere iniziative nell'ambito del mercato europeo di equipaggiamenti e tecnologie di sicurezza e difesa;

(iv) Ritenendo che si riveli necessario avviare un dibattito in merito all'articolo 296 del Trattato che istituisce la Comunità Europea al fine di determinarne gli obiettivi e la portata, tenendo conto che il XXI secolo ha portato con sé lo sviluppo delle tecnologie e delle capacità e cambiamenti

nel ruolo dell'Unione Europea e dei governi nell'ambito della sicurezza e difesa;

(v) Osservando che molte delle restrizioni esistenti sugli appalti di equipaggiamenti di sicurezza e difesa e il trasferimento delle principali tecnologie tra gli Stati membri o società europee in tale settore si rivelano controproducenti e non in linea con gli obiettivi della PESD e con il futuro scopo di una politica europea di sicurezza e difesa comune;

(vi) Ritenendo, quindi, che gli Stati membri devono armonizzare le normative nazionali in tale settore;

(vii) Considerando che le imprese europee che operano nell'ambito della sicurezza e della difesa hanno un ruolo importante da svolgere nella ricerca di soluzioni alle problematiche del settore;

(viii) Considerando che le iniziative intraprese dalla Commissione per la standardizzazione contribuiscono al rafforzamento e allo sviluppo della base industriale e tecnologica di difesa e sicurezza europea (BITDSE);

(ix) Considerando, tuttavia, che la nascita di una BITDSE veramente autonoma e competitiva dipende in primo luogo da una maggiore cooperazione tra gli Stati membri, la Commissione, i Quartier Generali operativi a livello nazionale ed europeo e tutte le società che operano nell'ambito della sicurezza e difesa europea;

⁽¹⁾ Adottata dall'Assemblea il 3 dicembre 2008 nella terza seduta.

⁽²⁾ Motivazione: cfr. la relazione presentata a nome della Commissione tecnica e aerospaziale dall'on. O'Hara, presidente e relatore (Regno Unito, Gruppo Socialista), documento 2026.

(x) Ritenendo che l'Agenzia europea per la difesa rappresenti un foro appropriato nel quale organizzare il dibattito e il coordinamento, a condizione che, in particolare, le imprese — o i gruppi che le rappresentano — siano presenti nel comitato direttivo dell'AED;

(xi) Constatando la necessità di garantire un maggiore e migliore flusso di informazioni verso le piccole e medie imprese e di fornire loro un più facile accesso ai programmi europei riguardo gli equipaggiamenti e le tecnologie di sicurezza e difesa;

(xii) Notando le implicazioni transatlantiche del mercato europeo di equipaggiamenti di sicurezza e difesa;

(xiii) Ritenendo che non sussistano le condizioni per una leale libera concorrenza tra Stati Uniti ed Europa in questo settore e che misure volte a proteggere il mercato europeo, che riflettano quelle esistenti sul mercato statunitense, sono necessarie al fine di proteggere gli interessi delle imprese europee;

(xiv) Considerando che l'attuale crisi economica avrà ripercussioni negative sui finanziamenti di progetti e programmi futuri nel settore degli equipaggiamenti e delle tecnologie di sicurezza e difesa;

(xv) Sottolineando l'importante ruolo che i parlamenti nazionali possono svolgere in riferimento al mercato europeo di equipaggiamenti e tecnologie per la sicurezza e la difesa, in particolare al momento di votare il bilancio della difesa e per finanziare programmi di acquisizioni nel campo della sicurezza e difesa e nel recepire le direttive della Commissione nella legislazione nazionale;

RACCOMANDA AL CONSIGLIO DELL'UNIONE DELL'EUROPA OCCIDENTALE E IL CONSIGLIO DELL'UNIONE EUROPEA, DI:

1. Prevedere l'avvio di un dibattito sull'articolo 296 del Trattato che istituisce

la Comunità Europea allo scopo di adattarlo ai progressi registrati nel settore degli equipaggiamenti e delle tecnologie di sicurezza e difesa e allinearli agli obiettivi a lungo termine di una sicurezza e difesa europee comuni;

2. Attuare le direttive della Commissione una volta che queste siano state adottate dai competenti organi europei e recepite nelle legislazioni nazionali degli Stati membri;

3. Prevedere di rendere l'Agenzia europea per la difesa responsabile del controllo sull'applicazione delle direttive, in collaborazione con la Commissione;

4. Garantire che l'Agenzia europea per la difesa disponga di risorse umane e finanziarie aggiuntive necessarie a svolgere il ruolo di elemento trainante nell'organizzazione del mercato europeo degli equipaggiamenti di sicurezza e difesa;

5. Incoraggiare le imprese che operano nell'ambito della sicurezza e difesa europea ad intraprendere il processo di consolidamento e fusione;

6. Garantire che gli investimenti nel settore della sicurezza e difesa non soffrano, se non in via marginale, delle conseguenze dell'attuale crisi economica;

7. Assicurare, a tal fine, nel quadro delle misure adottate dai governi per sostenere le società che operano nel settore bancario e finanziario, che le imprese di sicurezza e difesa abbiano accesso a linee di credito rispondenti alle esigenze;

8. Considerare gli interessi dei paesi di piccole e medie dimensioni, in particolare quando si tratta di ripartire il lavoro dei programmi e progetti cooperativi europei;

9. Mantenere informata l'Assemblea sugli sviluppi della politica europea nel settore degli equipaggiamenti di sicurezza e difesa.